

Quels sont les outils à disposition des juges pour l'évaluation des situations des mineurs auteurs de violences sexuelles ?

Quelles sont les mesures notamment les MJIE celles prononcées par le JE et celles prononcées par le JI, les procédures, les intervenants à solliciter.

Andréa TOURETTE

Vice-Président en charge des fonctions de juge des enfants au tribunal judiciaire de Clermont-Ferrand

Résumé

Différents outils d'évaluation sont à la disposition des magistrats intervenant auprès des mineurs auteurs de violences sexuelles et notamment la Mesure Judiciaire d'Investigation Educative instaurée en 2010. Cette mesure peut être prononcée à tout stade de la procédure par le juge des enfants principalement, mais aussi par le juge d'instruction en cas de procédure ouverte pour crime. Par une approche inter-disciplinaire, éducative et psychologique, avec pour mission spécifique définie par le magistrat mandant, l'investigation apparait être outil privilégié de diagnostic des situations. Toutefois, en pratique, des disparités sont importantes sur le territoire et il n'y a pas d'évaluation uniforme. Certains départements ont des pratiques innovantes et des préconisations faites par la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse existent.

QU'EST-CE QUE LE JUGE DES ENFANTS EVALUE ?

La violence sexuelle exercée par un mineur est un signe alarmant et désarmant pour le monde judiciaire. Si depuis plusieurs années, la victimologie a permis de mieux prendre en charge les victimes mineures de violences sexuelles, les auteurs mineurs restent pris en charge de façon aléatoire et variable sur le territoire. Cependant, des grandes orientations légales et certains dispositifs spécifiques existent. Ils méritent aujourd'hui d'être renforcés et spécialisés dans cette problématique, sous réserve des moyens inhérents à un maillage partenarial et un travail pluridisciplinaire coordonné avec les différentes procédures judiciaires qui se présentent et ceci, sur plusieurs années afin prévenir les violences sexuelles et limiter les effets des passages à l'acte tant pour les victimes que sur pour les

auteurs que pour la cellule familiale.

Certains postulats de départ doivent être posés pour mieux appréhender la question des outils offerts au magistrat dans l'évaluation des situations de Mineurs Auteurs d'Infractions à caractère sexuel (MAICS).

Il peut d'abord être rappeler l'importance de l'initiation de procédure pénale comme socle d'intervention auprès des MAICS mais aussi pour la victime, avec une spécialisation des magistrats en charge de ces dossiers : procureur de la république, juge des enfants (et accessoirement juge d'instruction).

Le juge des enfants intervient **en assistance éducative** sur le fondement de l'article 375 du code civil, en lien avec la notion de danger qui peut revêtir plusieurs formes. Un mineur qui commet une infraction sexuelle est-il par essence en danger ? Si oui, et pourquoi ? Comment évaluer le passage à l'acte à travers le prisme de la notion de danger ?

Le juge des enfants intervient également en tant que « **juge correctionnel** » lorsqu'un mineur est poursuivi pour commis une infraction pénale, notamment d'agression sexuelle ou de viol pouvant être correctionnalisé (chambre du conseil ou tribunal pour enfants) ou lorsque le mineur avait moins de 16 ans au moment de la commission des faits, le tribunal pour enfants, et non la cour d'assises pour mineur, reste compétent.

Le rôle du procureur de la République sera également déterminant dans l'orientation de la procédure pénale, soit en classant la procédure estimant généralement que l'infraction est insuffisamment caractérisée, ou que le mineur n'était pas assez discernant, soit en choisissant une alternative aux poursuites lorsque les faits sont reconnus et de faible gravité.

Le juge d'instruction n'est saisi qu'en cas de commission d'un crime ou délit complexe par un mineur de plus de 16 ans. Il a pour mission de réunir les éléments à charge et à décharge nécessaire à l'appréciation de la qualification des faits et l'imputation à l'auteur. Il est susceptible de poursuivre le MAICS devant la juridiction de jugement en cas d'éléments suffisants.

Les juges du sièges, juges des enfants et juge d'instruction peuvent soit dans le cadre de la procédure pénale, soit dans le cadre de la procédure civile ordonner une mesure judiciaire d'investigation éducative (I). Mais cet outil n'est pas le seul et d'autres devraient se développer en raison des besoins spécifiques de la problématique des MAICS, et ce, de façon uniforme sur le territoire (II).

1. LA MJIE : MESURE JUDICIAIRE D'INVESTIGATION EDUCATIVE

1.1. Le dispositif légal

La MJIE est ordonnée au pénal (JE ou JI) d'instruction à tous les stades de la procédure, y compris en post-sentenciel, d'office ou sur proposition du service éducatif de la PJJ. Elle a pour but de recueillir des éléments sur la personnalité du mineur, sur sa situation familiale et sociale et sur « *le sens des actes qu'il pose ou qu'il subit* » (Circ. du 31 déc. 2010 sur la MJIE).

Dans le cadre de la procédure d'assistance éducative, il s'agit **d'une évaluation du danger du mineur notamment d'apprécier les conditions d'exercice de l'autorité parentale, ses effets sur l'enfant et les réponses pouvant être apportées en terme de protection et d'  ducation.**

Le principe du contradictoire doit être respecté c'est-à-dire que le rapport et ses conclusions sont présentées à la famille et au(x) mineur(s). Leur position est transcrite dans le rapport.

L'objectif est de renforcer la qualité des réponses apportées aux magistrats en matière civile et pénale.

Les grands principes :

- **Interdisciplinarité** : le service est composé notamment de cadres de direction, d'éducateurs, de psychologues et d'assistants de service social ; le service éducatif peut prendre l'initiative d'explorer une ou plusieurs problématiques spécifiques repérées au cours de l'investigation au moyen de module dédiés ;
- **Modularité** (cf. circulaire du 31 décembre 2010) : le juge des enfants doit déterminer le contour de l'investigation et peut décider de l'approfondissement d'une problématique spécifique à tout moment (ex. co-parentalité, violences sexuelles)
- **Délai** d'exécution de 6 mois.
- **Solutions offertes** : non lieu, module d'investigation complémentaire supplémentaire, mesure en assistance éducative ou mesure éducative judiciaire (au pénal), ou placement en concertation avec les services du Conseil département (Aide sociale à l'enfance) ou Protection judiciaire de la jeunesse , PJJ).

Le contenu de la mesure judiciaire d'investigation judiciaire éducative porte sur deux domaines :

- **En assistance éducative** : sur la personnalité et les conditions de vie du mineur et de ses parents, l'existence d'un danger pour la santé, la sécurité, la moralité de l'enfant, le caractère gravement compromis de ses conditions d'éducation et de son développement physique, affectif, intellectuel et social ;

- **En matière pénale** : sur la situation mati  rielle et morale de la famille, la personnalité et les antécédents du mineur, sa fréquentation scolaire, ses aptitudes et son attitude à l'  cole, les conditions dans lesquelles il a vécu ou a été élevé, sa santé, son développement psychologique, les moyens appropriés à son   ducation.

Le service doit indiquer les éléments du parcours antérieur du mineur et les réponses sociales, administratives et judiciaires apportées dans le passé, afin de construire des propositions au regard des évolutions qui sont ensuite survenues.

Des acteurs professionnels et formés de l'investigation

La réalisation de la MJIE est confiée aux services du secteur public (SP) et du secteur associatif habilité (SAH) de la protection judiciaire de la jeunesse, notamment les SIE (service d'investigation éducative) qui ont été créés en 2012 qui prennent en charge les mesures en assistance éducative mais également au pénal.

Le SI (service d'investigation) est l'un des services du pôle enfance géré par les [ADSEA](#) (association départementale de sauvegarde de l'enfance et de l'adulte). Le SI exerce des MJIE ordonnées en assistance éducative.

Un « Recueil de documents théoriques et méthodologiques : pratiques professionnelles en investigation et action d'  ducation » ([Recueil de documents théoriques et méthodologiques : pratiques professionnelles en investigation et action d'éducation](#) de 2012) et un document de travail « Parents, familles et professionnels dans le cadre judiciaire » du Ministère de la Justice de février 2003 sont à disposition des professionnels de toutes disciplines. Ces documents offrent déjà une m  thologie de la mesure judiciaire d'investigation éducative.

En pratique, d'après le rapport de l'inspection générale de la justice relatif à la mesure judiciaire d'investigation éducative de 2018:

- La MJIE dans le cadre pénal est majoritairement confiée aux services de la PJJ (SP). **91,6 % des MJIE sont ordonnées pour des infractions à caractère sexuel.**
- La MJIE dans le cadre de l'assistance éducative est prioritairement confiée aux services du SAH notamment celles qui concernent les enfants en bas âge. En raison du nombre de MJIE ordonnées dans ce cadre, le SP en est destinataire d'un grand nombre concernant les enfants de moins de 10 ans (cf. p.18).

1.2. Focus sur les modules d'approfondissement en matière familiale et sexuelle

(Circulaire d'orientation du 31 décembre 2010 relative à la MJIE)

L'approfondissement du système familial notamment les relations entre chacun des acteurs de la famille, en lien avec la généalogie de chacun des parents est un champ important qui doit être retenu dans l'évaluation de la situation de violences sexuelles infra-familiales.

Il a pour but de « *mieux identifier et comprendre les traumatismes vécus par l'enfant en explorant le contexte particulier dans lequel ont eu lieu ces agressions en prenant en compte notamment :*

- *le poids du secret plus important qui régule les relations familiales et conduit à un fonctionnement à huis clos ;*
- *une difficulté importante pour l'enfant ou l'adolescent à évoquer sa **situation sans être de fait soutenu par sa famille** ;*
- *le **retentissement psychologique** potentiellement plus important dès lors que l'enfant a été abusé par un ou des proches y compris au niveau de la fratrie ou de la famille élargie ;*
- *des difficultés pour les intervenants à recueillir des éléments d'informations dans un contexte souvent considéré comme tabou et une problématique plus redoutée par les professionnels comparée aux autres types de contexte de commission d'agressions sexuelles ;*
- *des craintes de « représailles » par les membres de la famille - en particulier juridiques - souvent plus fréquentes en cas de suspicion d'inceste »*

Dans le cadre de l'évaluation, la sexualité peut également être abordée sur plusieurs thèmes: questions d'éducation affective et sexuelle, d'homosexualité, de genres, de contraception, des violences et abus sexuels ou encore de la prostitution et de l'exposition à de la pornographie.

Pour le mineur mis en cause dans une infraction à caractère sexuel, « *la démarche d'investigation approfondie doit permettre d'explorer plus en avant le contexte de l'agression sexuelle, d'en aborder la nature et d'en évaluer les effets sur le mineur, sa famille et leurs relations, de même qu'avec son entourage* ». Il s'agit de « *mettre les mots sur le passage à l'acte, à interroger le sentiment de culpabilité de l'auteur, l'empathie vis-à-vis de la victime, à remédier à l'isolement social éventuel du mineur et à repérer les adultes ressources dans son environnement* »

1.3. La pratique

En pratique, la mission d'investigation est générique mais peut être adaptée à une problématique spécifique.

En général, l'investigation est gérée par le Service d'investigation et d'orientation éducative (SIOE) qui existe dans chaque service (auprès de la PJJ ou des ADSEA ou autres associations habilitées).

Pendant la durée nécessaire à l'investigation, le JE peut éventuellement procéder à un placement judiciaire notamment pour le mineur auteur des violences sexuelles intrafamiliales. La question de l'articulation entre la procédure pénale et la procédure civile est indispensable car la victime doit être protégée tout comme également l'auteur qui reste mineur. Un travail en partenariat avec l'Aide sociale à l'enfance du conseil départemental. Lorsqu'il s'agit d'un passage à l'acte dans la sphère intra-familial, à l'issue de la procédure pénale, qu'il s'agisse d'un classement sans suite ou après la condamnation, la reprise du lien et le travail autour de l'histoire familial doit être envisagé et travailler.

Plusieurs difficultés sont identifiées dans le rapport de l'inspection générale de la justice relatif à la mesure judiciaire d'investigation éducative publié en 2018 (<https://www.cnape.fr/documents/igi-rapport-sur-la-mjie/>)

- **Délais de mise en œuvre trop long** qui retardent le moment de la prise en charge effective du mineur, qui peuvent avoir une incidence sur la décision du magistrat ([Rapport de la cour des comptes sur la protection de l'enfance, novembre 2020](#)) et peuvent affecter la qualité de la mesure. Actuellement sur le Puy-de-Dôme, délai de 4 à 6 mois.
- **Qualité hétérogène** des rapports antérieurs à la saisine rédigés par les services départementaux, le service public et le secteur associatif habilité (SAH) en raison du manque de formation et de professionnalisation des acteurs de l'investigation ;
- **Manque de moyens** du SAH nuisant à la pluridisciplinarité et l'interdisciplinarité ;
- Mise en œuvre par les secteurs public (SP) et associatif habilité (SAH) perfectible, les dysfonctionnements pouvant trouver leur cause dans :
 - o Un défaut de pilotage territorial de la mesure,
 - o Des difficultés managériales pour le SP
 - o Des difficultés financières pour le SAH
- Faiblesse du partenariat inter-institutionnel territorial (la multiplicité des acteurs publics et privés de la protection de l'enfance justifierait pourtant la convergence des politiques territoriales et des actions).

Des recommandations ont été émises dans ce même rapport pour améliorer l'éxecution de la MJIE, sans la modifier structurellement (cf. p. 5 du rapport de inspection générale de la justice précité). Il préconise notamment la réduction de la durée de la MJIE et le renforcement du partenariat institutionnel entre les conseils départementaux, les autorités judiciaires et les partenaires institutionnels (PJJ et SAH) sans la modifier structurellement.

« Dans le PSN 2019-2022, le rôle central de l'investigation est réaffirmé : la MJIE s'appuie tant sur des outils visant à soutenir les professionnels dans leur pratique notamment à partir du cadre national de référence de la HAS de l'évaluation globale de la situation des enfants en danger ou risque de danger (en conformité avec la recommandation de l'IGJ de 2018 : renforcer les contenus de formation initiale des éducateurs PJJ en matière de prise en charge de la petite enfance et de ses dangers), que sur l'élaboration d'un référentiel de l'évaluation des situations des jeunes au pénal » ([Document de politique transversale pour la justice des mineurs, projet de loi de finances pour 2022, page 74 du rapport](#)) .

Dans le PSN 2023-2027 ([Plan Stratégique National, DPJJ, 2023-2027, page 18 et 30 du rapport](#)), la DPJJ identifie l'objectif stratégique de « consolider le milieu ouvert dans son rôle d'évaluation de la situation du mineur et de coordination de son parcours » à l'aide du référentiel d'évaluation des situations éducatives dans le champ pénal publié en janvier 2023, dès lors que « le milieu ouvert socle s'affirme légitimement dans le pilotage du parcours du jeune et donc dans ce rôle d'évaluation et d'aide à la décision du magistrat prescripteur »

Un [référentiel commun « de l'évaluation de la situation des jeunes dans le champ pénal](#) a été publié par la DPJJ en décembre 2024. Il a pour but de partager avec les autres acteurs de la protection de l'enfance des références communes en matière d'évaluation.

Il s'inscrit dans la continuité et en complément du [cadre national de référence pour l'évaluation des situations des enfants en danger ou risque de danger élaboré par la HAS](#) en 2021.

2. LES AUTRES OUTILS

2.1. Au niveau civil : Focus sur les mesures AEMO spécifiques qui offre un diagnostic

Une mesure d'assistance éducative peut être prononcée par le juge des enfants lorsqu'une famille n'est plus en mesure de protéger et d'éduquer son enfant au sens de l'article 375 du code civil, notamment dans le cas du MAICS.

Exemples des buts recherchés :

- Faire cesser la situation de danger,
- Apporter aide et conseil à la famille pour lui permettre de surmonter les difficultés rencontrées,
- Suivre l'évolution du mineur,
- Renforcer la prise en charge des situations complexes concernant les jeunes et leurs familles ;

Le prononcé civil, de manière exceptionnelle, se fait soit dans la continuité du suivi éducatif du cadre pénal, soit dans la continuité d'une MJIE prononcée.

L'objet est de venir en aide aux parents dans l'éducation de leurs enfants ou de protéger les enfants en cas de danger potentiel ou avéré lié à leurs conditions de vie. Des éducateurs spécialisés ou des assistants sociaux interviennent directement dans le milieu familial de l'enfant. La mesure est financée par le département.

Les modalités de prise en charge : exemple du PUY DE DOME sur les violences sexuelles intra-familiales (victime et/ou auteur)

Le projet a débuté en 1998 lorsque les magistrats et les partenaires de la protection de l'enfance ont constaté que les violences sexuelles intrafamiliales augmentaient, qu'il y avait un manque dans la prise en charge ce qui impactait également le volet pénal notamment la réflexion sur le passage à l'acte et la prévention de la récidive. Les acteurs locaux ont voulu lier le principe de l'éducatif et du thérapeutique autour de la problématique de la violence sexuelle. L'équipe était pluridisciplinaire (initialement 8 éducateurs, 2 thérapeutes, un pédo-psychiatre et une psychologue).

Les grandes étapes de la prise en charge sont : le dévoilement des faits, le signalement, la saisine du Procureur de la République avec la plainte de la victime, puis la prise en charge spécifique de la victime et/ou de l'auteur au niveau éducatif (en amont de la procédure pénale puis en aval de la procédure pénale).

L'AEMO se déroule aujourd'hui en 2 étapes :

- évaluation sur la durée (entre 2 et 3 mois) de la situation familiale avec rencontres en individuel et en famille (génogramme, histoire familiale, défaillances, ressources), au service mais aussi en visite à domicile. Est ensuite défini un diagnostic avec des modalités d'intervention.
- prise en charge : espace de parole et soutien thérapeutique pour le mineur, victime ou auteur, et pour la famille ; un éducateur est référent de la situation.
- bilan avec différents indicateurs : capacité de la famille à protéger l'enfant victime, prise de responsabilité des parents, intériorisation de la loi, amélioration de la communication, sortie de la relation d'emprise, aspect de l'évolution de l'enfant.

Au niveau de la famille, les axes de travail sont le rôle et la frontière des acteurs, l'emprise et/ou la transgression générationnelle, résistance aux loyautés au sein de la famille.

La mesure s'arrête lorsqu'il existe un blocage parental notamment en cas de déni ou une « impossibilité » à accéder à la réalité des actes posés. Ou lorsque la situation de danger est faible.

Aujourd'hui, après 27 ans de mise en œuvre, 40 mesures sont actives auprès de l'ADSEA 63. Le coût est identique à une AEMO classique alors que le travail est bien supérieur. La durée moyenne est entre 3 et 4 ans.

2.2. Amélioration du traitement pénal : création d'une MJIE spécifique ? *Les propositions de Marie ROMERO,*

[Rapport sur la prise en charge des mineurs auteurs d'infraction à caractère sexuel \(MAICS\) de Marie ROMERO, publié par la DPJJ :](#)

S'agissant des mineurs auteurs d'inceste :

- Constat :
 - « Parmi l'ensemble des mineurs poursuivis pour agressions sexuelles et viols devant le JE/TPE ou le JI (4.750), 14% relèvent d'infractions sexuelles incestueuses : 339 mineurs pour des agressions sexuelles incestueuses, et 340 minutes pour des viols incestueux » (cf. p.28 du rapport précité),
 - Traitement pénal complexe : conjugaison de différents paramètres (rapport d'autorité, âge du discernement de l'auteur et de la victime, relations inter-âge, nature du lien de famille,

- « *Selon une étude réalisée en France en 2002, sur les violences sexuelles commises par des mineurs suivis à la PJJ, 24% d’entre eux ont agressé un membre de leur famille, soit près d’un mineur sur quatre* » (cf. p. 29 du rapport précité)
- Mineurs poursuivis pour infractions sexuelles incestueuses sont plus jeunes, catégorie des mineurs de moins de 13 ans est surreprésentée,
- Recommandations :
 - Intégrer un travail spécifique sur les mineurs auteurs d’inceste « fratrie »,
 - Développer des offres de soins et d’éducation spécifique,
 - Proposer une offre éducative dans la MEJ en lien avec l’inceste : module réparation ou module santé.

Les **MJIE** sont essentielles dans les affaires de viols et agressions sexuelles intrafamiliales (p. 32 du rapport précité).

Mesures en pré sentenciel :

Les juges des enfants ou les juges d’instruction (au niveau criminel) peuvent prononcer 2 types de mesures en pré sentenciel : coercitives (CJ ou DP) ou éducatives (mesure éducative provisoire avec module placement, ou module réparation ou module soin). Les services de la PJJ sont en charge de leur mise en œuvre, un éducateur de la PJJ suit alors le mineur.

Concernant les mesures de sûreté, Marie ROMANO préconise une spécialisation du parcours pénitentiaire du mineur et une adaptation de leur prise en charge en charge individualisée avec notamment une évaluation systématique pluridisciplinaire à l’arrivée du mineur (entretien psychologue et éducateur PJJ) (p. 34 du rapport précité):.

Les mineurs auteurs d’infractions à caractère sexuelle (MAICS) sont une population vulnérable et « *semblent plus susceptibles que les autres mineurs délinquants d’avoir vécu des violences sexuelles intrafamiliales précoces* ».

Recommandations :

- Améliorer le repérage des violences sexuelles précoces
- Dépister ces violences, repérer les symptômes, distinguer les signes d’alerte, accéder à la parole de victime des MAICS,
- Développer les prises en charge en psychotrauma pour ces mineurs (p. 42 et 43 du rapport précité)

S'agissant des dispositifs de prise en charge des MAICS : 4 catégories sont identifiées (p. 46 du rapport précité) :

- Dispositifs de soins : groupe thérapeutique MAICS,
- Dispositifs de psychoéducation : groupe éducatif à visée thérapeutique,
- Dispositifs de protection de l'enfance : AEMO mineurs auteurs → ils proposent une prise en charge spécifique de l'inceste « fratrie » ; peut aboutir à des rencontres médiatisées et travail de tissage du lien
- Dispositifs en matière de justice restaurative : médiations restauratives

S'agissant des précautions à prendre dans la prise en charge des MAICS : les professionnels ont notamment identifié, au titre de « *point principe à respecter* », **le besoin d'un référentiel commun d'intervention** dans l'évaluation.

Il s'agit, via ce référentiel commun, de recueillir des éléments fondamentaux avant l'orientation et la prise en charge effective du mineur (anamnèse du mineur, rapport aux faits et conditions de passage à l'acte, appréhension par le mineur de son passage à l'acte, sensibilité du mineur vis-à-vis de la victime, maturité psycho-affective). Cette évaluation préalable est « *un entretien préalable avec le jeune et ses parents, au cours duquel le professionnel demandeur déterminer la suite de l'intervention* ». Elle est réalisée, lorsqu'il s'agit de dispositifs de soins, par le médecin ou le r  f  rent du groupe (p. 68 et 71 et suivant du rapport précité).

Des évaluations sont aussi réalisées en lien avec les faits : la clinique étiologique du passage à l'acte du mineur. Elles permettent de comprendre et évaluer les facteurs de passage à l'acte pour poser les bases d'une prise en charge. Il s'agit de « *constituer une grille minimale pour recueillir les éléments de connaissance du mineur et de son passage à l'acte, et en retour, aider le mineur à avancer, à cheminer dans la compréhension des faits* ».

Ces éléments sont souvent explorés dans le cadre d'une **MJIE**, prononcées en amont ou en parallèle à la prise en charge du mineur.

Le rapport indique qu'il faut penser l'après de la mesure en amont afin de préparer et anticiper la sortie du dispositif, parfois pour des relais éventuels avec des structures de soin, en s'appuyant sur les réseaux de partenariat (CMP, MDA) (p. 75 du rapport précité).

S'agissant de la place des familles dans la prise en charge des MAICS (p. 80 du rapport précité):

- Difficultés identifiées :
 - o Dégradation du climat familial,
 - o Rupture de liens,

- Ressenti honteux de parents,
 - Incompréhension face à la multiplication des interlocuteurs (exemple : **MJIE** + CJ + placement = difficulté à identifier l'interlocuteur auquel s'adresser)
 - Difficulté à accorder l'ensemble des interventions entre le civil et le pénal en lien avec les autres services.
- Recommandations :
- Au sein des familles où l'un des enfants est auteur de violences sexuelles : constat d'un manque de place accordée à la famille, aux parents du mineur auteur ; nécessité d'apporter un soutien à la parentalité, de soigner l'environnement du mineur auteur
 - Séances d'entretiens familiaux,
 - Séances de groupe de parole pour la famille
 - Au sein des famille où une situation d'inceste a été constatée : constat de la dégradation du climat familial ou de ruptures de liens après la révélation des faits et les mesures qui peuvent être prononcées par le juge des enfants (mesures de placement, d'éloignement, d'interdiction de rencontre avec le mineur victime) ; comment aider, accompagner une nouvelle organisation familiale après l'inceste ?
 - Dispositifs d'AEMO : proposent un travail spécifique autour de l'inceste fratrie, notamment au sein de l'AGEP Bordeaux et le SAS d'Aurillac ou AEMO spécifique du Puy-de-Dôme. Il consiste en un accompagnement avec et pour le mineur, à faire famille autrement après l'inceste, à différencier et individualiser les places et fonctions de chacun, à réparer les lieux familiaux rompus par l'inceste.
 - Rencontres médiatisées :
 - Dans le cadre des AEMO spécifiques « inceste »,
 - Rencontre dans le cadre des médiations restauratives,
 - Mesures de réparations directes
 - Précautions à prendre dans la rencontre en évaluant et en s'assurant de :
 - La disponibilité psychique du mineur auteur (et victime) et son intention
 - Les risques de réactivation de symptômes/trauma chez la victime (et auteur)
 - Les risques d'emprise ou de conflit de loyauté familiale

- La nécessité d’un tiers professionnel et d’échanges en équipe (supervision)
- La mise en place d’un cadre neutre, sécurisant et bienveillant
- L’accordage entre les différentes interventions (civil et pénal) (page 85 du rapport précité)

Le rapport évoque plusieurs exemples développés sur le territoire national

A titre d’exemple, ne sera relevé ici le dispositif de soin à Poitiers (PUPEA) attaché à la procédure pénale en cas de violences sexuelles commises par un mineur.

Ce dispositif repose sur une convention de collaboration tripartite entre TJ – CHU – DTPJJ. Il adosse la prise en charge groupale des MAICS à la période de mise en examen ou du prononcé de la mise à l’épreuve éducative du mineur. *« Cette modalit   d’intervention présente un double intérêt : inscrire le mineur dans une logique de « mise à l’épreuve éducative », la même que le CJPM, et saisir cette opportunité pour mettre au travail le mineur avant son jugement »* (cf.p. 56 du rapport précité). Un entretien d’accueil orientation est organisé au cours duquel *« le jeune et sa famille sont accompagnés par l’éducateur (ASE, PJJ, foyer) et reçus par le binôme   duc-psy qui va animer le groupe, afin que tous entendent et partagent le même moment, les mêmes informations, qui feront « socle » au reste de la prise en charge »*. Il permet d’identifier et d’accorder les temporalités judiciaires, éducatives et thérapeutiques. *« La prise en charge de soins et d’éducation se déploie au fur et à mesure, pour et avec le mineur, articulée au judiciaire »* (page 87 du même rapport).

CONCLUSION

La mesure judiciaire d’investigation éducative est un bon outil à la disposition des différents magistrats (Juge des enfants et juge d’instruction) qui interviennent tout le long des procédures, pénales et civiles, mettant en cause ou prenant en charge les MAICS.

Les manques sont cependant importants notamment par rapport au maillage partenarial indispensable à un diagnostic adapté permettant ensuite un véritable travail de prévention des passages à l’acte avec un accompagnement de la sphère familiale. La formation des personnels d’évaluation est également à renforcer pour avoir plus d’efficacité notamment avec une grille d’évaluation unique sur le territoire national permettant une égalité dans la prise en charge de la problématique.

Références

1. Circulaire d'orientation du 31 décembre 2010 relative à la Mesure Judiciaire d'Investigation éducative, NOR : JUSF1034029, www.justice.gouv.fr/sites/default/files/migrations/textes/art_pix/JUSF1034029C.pdf
2. Pratiques professionnelles en investigation et action d'éducation, Sous-direction des missions de protection judiciaire et d'éducation, Septembre 2012. [Couv referentiel investigation et action educ paysa.qxp](#)
3. « Parents, familles et professionnels dans le cadre judiciaire », Groupe de travail éducatif sous mandat judiciaire en direction des familles, DPJJ, Février 2003.
4. Rapport de l'inspection générale de la justice relatif à la mesure judiciaire d'investigation éducative de décembre 2018, n° 070-18, https://www.cnape.fr/documents/igj_-rapport-sur-la-mjie/
5. « La protection de l'enfance, une politique inadaptée au temps de l'enfant », Cour des comptes, Synthèse, Novembre 2020. <https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-11/20201130-synthese-protection-enfance.pdf>
6. Document de politique transversale pour la justice des mineurs, projet de loi de finances pour 2022, Ministère de la justice,
7. Plan Stratégique National, DPJJ, 2023-2027, www.citoyens-justice.fr/k-stock/data/jea/2023-psn-pjj.pdf
8. Référentiel commun « de l'évaluation de la situation des jeunes dans le champ pénal », Direction de la protection judiciaire de la Jeunesse, Sous-direction des missions de protection judiciaire et d'éducation, bureau des méthodes et de l'action éducative, Décembre 2022, www.justice.gouv.fr/sites/default/files/2024-12/referentiel_evaluation_situation_jeunes_champ_penal.pdf
9. Cadre national de référence pour l'évaluation des situations des enfants en danger ou risque de danger élaboré par la HAS, <https://solidarites.gouv.fr/un-cadre-national-de-reference-pour-levaluation-globale-de-la-situation-des-enfants-en-danger-ou-en>
10. Marie ROMERO (octobre 2022), « La prise en charge des mineurs auteurs d'infraction à caractère sexuel à la protection judiciaire de la jeunesse », Direction judiciaire de la jeunesse, Sous-direction des missions de la protection judiciaire et d'éducation, service de l'évaluation de la recherche et du contrôle.